



Devant le nouveau gouvernement du monde : S'indigner et résister

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2011

23 janvier 2011

«On a toujours raison de se révolter.»

Jean-Paul Sartre

Un ouvrage remarquable de l'économiste Georges Corm, ancien ministre libanais de l'Économie, nous donne l'opportunité de le présenter et ce faisant, revenir sur cette mondialisation que l'on nous présente comme inéluctable et sur la financiarisation de l'économie. Nous allons examiner comment l'Occident veut, à travers le libéralisme sauvage, imposer une vision du monde qui fragilise les sociétés et les laisse en proie à l'errance.(1)

Fethi Gherbi explique les fondements du néolibéralisme, écoutons-le: «Après le démantèlement de l'empire soviétique, le dernier des empires européens, il s'attelle fiévreusement à mettre la main sur le reste du globe, à imposer sa globalisation. (...) L'État Providence est mort de sa belle mort. Tous les acquis que les travailleurs ont arrachés aux démocraties libérales grâce à leur lutte et à la pression qu'exerçait le camp socialiste sur le «monde libre», se réduisent comme une peau de chagrin. (...) Empires disloqués, nations éclatées, voilà l'orientation que le néolibéralisme veut imposer au sens de l'histoire. Le capital a horreur des frontières comme il a horreur des solidarités.»(2)

Néolibéralisme

«Le mouvement, rendu possible explique Pierre Bourdieu par la politique de déréglementation financière, vise à mettre en question toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur: nation, dont la marge de manoeuvre ne cesse de décroître. (...) Ainsi s'instaurent le règne absolu de la flexibilité, avec les recrutements sous contrats à durée déterminée ou les intérim et les «plans sociaux» à répétition. Pour lui, le libéralisme est à voir comme un programme de «destruction des structures collectives». Le néolibéralisme vise à la ruine des instances collectives construites de longue date par exemple, les syndicats, les formes politiques, mais aussi et surtout la culture en ce qu'elle a de plus structurant et de ce que nous pensions être pérennes.»(3)

Pour sa part, Dany-Robert Dufour tente de montrer que, bien loin d'être sortis de la religion, nous sommes tombés sous l'emprise d'une nouvelle religion conquérante, le Marché ou le money-théisme. Il tente de rendre explicites les dix commandements implicites de cette nouvelle religion, beaucoup moins interdiciatrice qu'incitatrice - ce qui produit de puissants

effets de désymbolisation, comme l'atteste le troisième commandement: «Ne pensez pas, dépensez!». «Destructeur de l'être-ensemble et de l'être-soi, écrit Dany Robert Dufour, il nous conduit à vivre dans une Cité perverse. Egotisme, contestation de toute loi, acceptation du darwinisme social, instrumentalisation de l'autre: notre monde est devenu sadien.»(4)

Une autre conséquence de cette mondialisation débridée est la financiarisation de l'économie, en clair, la spéculation est à l'honneur, elle est de loin préférée à l'économie réelle, celle issue du travail. Une fine observatrice des mutations et de la mondialisation, Susan Georges, interviewée par Rue 89 à propos de cette débâcle, déclare: «(...) En 2009, Le monde était alors à un cheveu de la catastrophe. Le G20 a parlé des paradis fiscaux, de l'emprise des marchés financiers, de l'emploi, de l'environnement, etc. Et puis une fois que les banques ont été sauvées, tout cela a complètement disparu. Le G20 et le G8 bricolent des solutions pour sauver les banques une deuxième fois. Et puis rien. Pourquoi cette résignation? Les gens pensent peut-être que leurs dirigeants sont en train de sauver la Grèce ou l'Espagne. C'est complètement faux, ils sont en train de sauver les banques qui ont acheté de la dette grecque ou de la dette espagnole... Il ne s'agit pas de faire quoi que ce soit pour les peuples. Non seulement on sauve les banques une seconde fois, mais qui le fait? Ce sont les peuples, par l'amputation de leur retraite, la baisse de leur salaire, la mise à pied de fonctionnaires.»(5)

Interrogée sur le changement elle déclare: «Apprendre. Il faut commencer par apprendre. Aujourd'hui, la politique est devenue bien plus compliquée. (..) Quand on disait «Arrêtez l'apartheid», on n'avait pas besoin d'un long discours. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Si on ne sait pas comment ça se passe, ce qui est voté, à quel moment, on ne peut agir. Donc il faut apprendre, aider d'autres à apprendre, organiser, faire des alliances. Et communiquer. Nous travaillons sur une autre approche: «Pour changer la banque, changez de banque.» (...) Pour un pouvoir politique, la première décision à prendre est de prendre le contrôle des marchés financiers, des banques. Ça crève les yeux. Ils font la pluie et le beau temps: il faut les mettre sous tutelle. Le G20 est illégitime. Il ne représente que les grands joueurs du système. Où est le G172?»(5)

Cette financiarisation fait des heureux: Les traders. On apprend que le montant moyen des 100 premiers bonus atteint 1,65 million d'euros. Les bonus versés par les banques françaises se sont élevés à près de trois milliards d'euros en 2010, 8200 «professionnels des marchés» se sont vu attribuer 2 milliards d'euros. Des montants qui étonnent. Lesquels font le parallèle avec les rémunérations moyennes et médianes des dirigeants du Cac 40, proches de 2,5 millions d'euros.

L'industrie publicitaire

Nous retrouvons la même «indignation» que celle de Susan Georges chez Stéphane Hessel, auteur du mini-livre et best-seller titré «Indignez-vous!», qui évoque la gauche, un XXIe siècle qui a mal débuté, et...l'indispensable indignation. «Il y a toujours eu des raisons de s'indigner, mais ce besoin est plus fort aujourd'hui. La première décennie du XXIe siècle a mal tourné. La dernière décennie du XXe siècle, elle, avait été une période faste, entre la chute du mur de Berlin et la mise en place par les Nations unies des Objectifs du millénaire pour le développement. Il y a eu des grandes conférences: Rio sur l'environnement, Pékin sur les femmes, Vienne sur les droits de l'homme et le droit au développement, Copenhague sur l'intégration sociale...Ces conférences disaient: il y a des choses à faire! Et puis, en 2001, après la chute des tours, on a vécu le rejet de ces initiatives. Ce fut la guerre

en Afghanistan, la guerre en Irak. Aux Etats-Unis, c'est la décennie de George Bush. Tout cela justifie que quand l'on reçoit en pleine figure un petit livre de 25 pages qui dit: «Faut s'indigner, faut résister, y en a marre!», cela a cet étonnant effet. Il y a une nuance importante. Le «révoltez-vous» de Sartre rappelle la Révolution d'Octobre, peut-être aussi Mai 68, des moments forts, importants, mais qui n'ont pas donné lieu à un vrai changement en termes de justice et de démocratie. La dignité est un terme intéressant. Il figure dans l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme [dont Hessel était l'un des rédacteurs, Ndlr]: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.» La dignité, plus que la révolte, est quelque chose qui marque l'individu humain. Le citoyen est fier de sa dignité d'homme et quand elle lui semble attaquée, il est normal qu'il s'indigne. (...) Il y a énormément de choses à faire, et elles sont à portée de main de chacun. Il faut, par exemple, lutter contre une économie entièrement dominée par le profit, et on peut le faire en s'engageant par exemple dans l'économie sociale et solidaire. (...) Il faut écouter les gens, savoir ce qui les indigne, comprendre sur quoi on peut travailler avec eux, et non pas leur dire, comme le font les idéologues: voilà ce que tu dois faire.»(6)

Justement, l'ouvrage de Georges Corm fait le procès de la mondialisation comme étant le fossoyeur des solidarités qui rentraient dans les prérogatives de l'Etat-Nation. Pour Bernard Gensane, l'ouvrage de Georges Corm est très utile de par sa remarquable dénonciation d'un néolibéralisme qui a réussi à faire dépérir l'État et ses fonctions de protection de la société. Bien au contraire. «La crise a été presque exclusivement traitée comme un problème de techniques et de pratiques bancaires et financières à réformer ou mieux contrôler.» «Éclipsant totalement le personnel politique qui leur a donné les clés d'un pouvoir non démocratique, les gouverneurs de banque centrale sont devenus des personnages «hors du commun». (...) Le capitalisme financier est un monde sans foi ni loi, sans perspectives (hormis le profit à court terme), sans démarche programmatique. L'absence de contre-pouvoir politique à sa folle marche en avant, produit régulièrement des catastrophes (...) Dans le monde du capitalisme financier, «les questions essentielles ne sont plus débattues». La gestion de la réduction des émissions de gaz à effet de serre a été confiée à ceux qui polluent. Plus aucun responsable n'est inquiété. Madoff est condamné pour la galerie, mais pas Goldman-Sachs ni Alan Greenspan, responsable institutionnel de la spéculation boursière. Dans cette jungle, disparaissent le sens du bien public, le respect de l'État («L'État n'est pas la solution, c'est le problème», disait Reagan). Son rôle même de producteur de richesses (éducation, formation professionnelle, santé, infrastructures, salaires des fonctionnaires dépensés en achat de biens produits par le secteur privé) n'est plus reconnu. Ce recul de l'État a favorisé, jusque dans les pays de tradition jacobine, une fragmentation de la société sous l'effet du multiculturalisme à l'anglo-saxonne. Celui-ci tend, rappelle l'auteur, «à transformer les villes en ghettos urbains ethniques ou religieux et à réorganiser les quartiers suivant les niveaux de fortune». Par ailleurs, le recul de l'État a permis un véritable inceste entre le monde des affaires et celui de la politique (Berlusconi, Hariri, Dick Cheney, les oligarches russes).»(7)

Dans une interview réalisée par Pascal Boniface, Georges Corm explicite le fil conducteur de son ouvrage. Écoutons-le: «Le nouveau mode de fonctionnement du monde est constitué d'un pouvoir qui est mondialisé au sens où si l'on ne se plie pas à ses règles on est ostracisé ou combattu avec virulence et d'une économie qui est globalisée, c'est-à-dire ouverte à tous vents. Dans ce contexte, peut s'exercer ce que l'on appelle la dictature des marchés, c'est-à-dire celle des grands spéculateurs financiers, celle des agences de notation et des principaux médias économiques. (...) Il y a une formidable concentration de pouvoir politique, financier et économique, mais aussi médiatique, aux mains de quelques dirigeants

politiques ou économiques et directeurs d'agences de financement et de fonds de placements et de banques. (...) L' «industrie publicitaire» est le bras armé de ce système qui nous emprisonne. Il coûte 400 milliards de dollars par an qui sont payés par les victimes du système, c'est-à-dire les consommateurs. Vous imaginez ce qui pourrait être accompli avec cette somme dans le domaine des protections sociales qui se réduisent partout comme une peau de chagrin sous l'effet de l'idéologie néolibérale. (...)»(8)

L'un des arguments répété ad nauseam est la sécurité. Georges Corm écrit: «Rien n'a été plus propice au démantèlement de l'Etat de droit et de «providence» sociale que la grande peur suscitée par les questions sécuritaires dans un contexte idéologique largement préparé par l'idéologie du choc des civilisations, popularisée par le livre de Samuel Huntington qui ne fait que reprendre des thèmes éculés sur les risques de «déclin de l'Occident» face à l'Orient. Au thème de la subversion communiste a succédé celui du danger de «l'islamo-fascisme» dont George Bush fils avait fait son leitmotiv quasi quotidien. (...) Du côté de l'Orient musulman, la montée du fondamentalisme est résultée de plusieurs facteurs, dont l'instrumentalisation des trois monothéismes au cours de la Guerre froide pour lutter contre l'extension du communisme, mais aussi la perpétuation de l'hégémonie américaine et les occupations militaires qu'elle a entreprises en Irak et en Afghanistan, sans parler du comportement israélien dans les territoires palestiniens occupés et l'appui que reçoit Israël des Etats-Unis et des gouvernements européens.»(8)

Dans une autre interview au quotidien Libanais « Al Balad » Georges Corm analyse les attrait de cette mante religieuse qu'est le néo-libéralisme qui a fait succomber les intellectuels. Ecoutons le : « Les dogmes néo libéraux ont été séduisants pour toute une génération d'intellectuels qui étaient auparavant engagé dans diverses formes de marxisme et de socialisme. (...) Toutes ces grandes querelles idéologiques s'achèvent avec l'effondrement de l'ex URSS et le triomphe de la culture anglo-saxonne très axée sur les thèses du « doux commerce » de Montesquieu et d'Adam Smith ainsi que celle de Max Weber qui avait idéalisé le système capitaliste et l'avait lié, à tort, à l'émergence du protestantisme »(9)

« Brusquement tout redevient simple : L'intervention de l'Etat dans l'économie ainsi que le désir d'une société plus juste, voire égalitaire, sont considérés comme la source de tous les totalitarismes. La libéralisation du commerce et du mouvement des capitaux et de l'investissement étranger devient la voie la plus adéquate pour la prospérité de toutes les nations...L'idéologie néolibérale n'est en fait, que l'envers des formes aigues d'idéologie marxiste léniniste ». (9)

A la question sur le fait qu'il existe une novlangue néolibérale qui a renforcée l'hégémonie néolibérale. Georges Corm répond : « J'ai repris l'expression de Marie France Perrot, une remarquable universitaire française, qui parle de « langue de coton » dans son analyse d'un rapport des Nations Unies sur la pauvreté. Le coton est doux, il ne pique pas, à la différence des autres langues, celles qui analysent la dureté des réalités économiques et sociales. Les médias et les décideurs parlent cette nouvelle langue reposante » (9)

Cela nous rappelle l'ouvrage « Le Divin marché » du philosophe Dany Robert Dufour qui parle des consommateurs sous influence comme des victimes consentantes qui se font littéralement séduire par l'itération du matraquage publicitaire.

« L'énorme masse des capitaux spéculatifs s'est formée grâce à ce que la belle langue de coton du néolibéralisme a appelé la « dérégulation ». Cette dérégulation s'est déroulée au

moment même où les politiques nouvelles de néolibéralisme ont créé un monde de l'incertitude par les grandes mesures américaines, d'abord avec le décrochage de la valeur du dollar par rapport à l'or (1971), puis la flottation générale de la valeur des monnaies entre elles (1976) ». (9) A ce propos les réserves d'or de la Fédérale Réserve américaine soit 8500 Tonnes ne cessent d'être réévaluées elles ont été multipliées par deux en six ans de 700 dollars à l'once à 1400 dollars, par une simple manipulation du cours du dollar.

« A partir de là, poursuit Georges Corm, s'est formé le marché des produits financiers dérivés censés atténuer les risques pris dans les transactions de l'économie réelle, mais ces produits ont été transformés en sources de produits spéculatifs et n'ont donc fait qu'amplifier les risques » (9)

Abordant le thème de la résistance à ce tsunami néolibéral, Georges Corm pense que les religions peuvent être d'un certain secours. Écoutons le : « Quand on puise dans l'éthique aussi bien musulmane que chrétienne on s'aperçoit que les questions économiques et sociales, avec en leur centre la justice sociale, sont essentielles dans la doctrine de ces deux religions. Elles condamnent en effet, tout enrichissement sans cause et bénissent le travail productif au service de la société et non pour exploiter la société. Elles ont aussi très tôt développé la notion de bien public, centrale dans l'œuvre de Saint Thomas d'Aquin et de beaucoup de juristes musulmans. Enfin elles ont la même attitude en vertu de laquelle tout progrès économique doit être mis au service de la société ; de plus l'accumulation de richesses privées ne peut être un but de l'existence. Ce qui a amené les deux religions à préconiser beaucoup de limitations à la propriété privée, en considérant que seul Dieu est propriétaire des richesses qu'il a créées dans ce monde et qu'en conséquence, il convient d'en faire un usage modéré au service du bien public. Malheureusement conclut Georges Corm, aujourd'hui les religions sont d'avantage tournées vers l'affirmation fondamentaliste de l'identité que vers ces questions de systèmes économiques conciliant rationalité et éthique » (9)

Totalitarisme

« Il en a assez, Georges Corm ! écrit Robert Solé. Assez d'entendre parler des exigences de la mondialisation. (...) Dans ce système, il ne voit que des sociétés déstructurées, des familles éclatées par des mouvements migratoires, des crispations identitaires mortifères, des États progressivement dépossédés de leurs compétences... On a jeté aux orties, selon lui, toutes les bases de l'éthique héritées de la Renaissance et des Lumières. Un totalitarisme de la pensée a été remplacé par un autre, écrit Georges Corm. Le système ne peut être critiqué qu'à la marge. Faire la révolution ? L'économiste libanais a passé l'âge des barricades. Il prône une « dé-mondialisation progressive » qui permettrait de « défaire les mécanismes les plus nocifs », mettre un terme aux absurdités économiques et sociales du système actuel et y « ramener de la raison et de l'éthique ». Ses espoirs se tournent pourtant du côté des États-Unis : parmi les facteurs possibles de changement, il parie sur « un déclin continu de la puissance économique américaine ». On ne sait si c'est d'abord une prédiction ou un souhait. » (10)

D'où viendrait le salut ? Corm analyse « les forces du changement ». Au premier rang desquelles il situe le Forum social mondial, héritier des utopies planétaires de société universelle, juste et équitable. (...) En conclusion, Corm estime que l'on ne saurait faire l'impasse, malgré ses limites, sur l'État-Nation qui « exprime le désir d'une collectivité humaine d'être maîtresse de son destin par des mécanismes de représentation de ses membres et le contrôle des actes de ses dirigeants élus afin d'assurer la conformité et

l'intérêt de la collectivité et de tous ses membres».(7)

Il rejoint ce faisant, les écrits prophétiques de Bourdieu que nous avons cités plus haut. Il nous faut nous indigner car la mondialisation n'est, en définitive, pas autre chose que la dissolution des souverainetés-notamment les plus fragiles-par la marchandisation de tout, alors démondialiser selon le mot de Corm c'est repolitiser. L'Etat retrouvera alors sa légitimité.

Notes/Références

1. Georges Corm: Le nouvel Ordre mondial Editions la Découverte. 2010
2. Fethi Gharbi: L'émiettement de l'humain Site Bellacioa 20 mai 2010
3. Pierre Bourdieu: L'essence du néolibéralisme. Le Monde diplomatique Mars 1998
4. Dany Robert Dufour: L'Art de réduire les têtes, Editions Denoël, Paris. 2003.
5. C.E. Chitour: Le Néolibéralisme: Destruction du collectif....Le Grand soir
5. Zineb Dryef, Pascal Riché Interview de Susan George, Rue89 17/01/2011
6. Chloé Leprince Pascal Riché Interview de Stéphane Hessel: Rue89 30/12/2010
7. Bernard Gensane: George Corm. Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs
<http://www.legrandsoir.info/George-Corm-Le-nouveau-gouvernement-du-monde-Ideologies-structures-contre-pouvoirs.html>
8. Le nouveau gouvernement du monde Pascal Boniface. Interview Georges Corm, 28 10.2010
9. Entretien avec Georges Corm « Le Nouveau Gouvernement du Monde » Propos recueillis par Lina Kennouche. Quotidien Al Balad Beyrouth 2 décembre 2010
10. Robert Solé: Georges Corm: pour une «dé-mondialisation». Le Monde 04.01.11

Professeur Chems Eddine Chitour :Ecole Polytechnique enp-edu.dz

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca